

Table des matières

Préface.	VII
Préface à la première édition	IX
Avant-propos.	XIV
Abréviations	XVII

I Généralités

1	Quels sont les grands principes de l'organisation de la justice en France ?	2
	Autorité judiciaire	2
	En matière civile (2). En matière pénale (3).	
	Autorité administrative	3
	Interjeter appel	3
	Cour de cassation	4
	Conseil d'État	4
	Tribunal des conflits et garde des Sceaux.	4
	Carte judiciaire	5
2	Quelles sont les missions de la Cour de cassation ?	6
	Structure et organisation.	6
	Rôle et fonctionnement.	6
3	Quelles sont les grandes règles de la responsabilité médicale ?	9
	Responsabilité civile.	9
	Responsabilité administrative.	10
	Responsabilité pénale	10
	Responsabilité disciplinaire	12
4	Quels sont les apports fondamentaux de la loi du 4 mars 2002 ?	14
	Sur la faute médicale.	14
	Faute et responsabilité professionnelle (14). Infections nosocomiales (14).	
	Dommages causés par un produit de santé défectueux (15).	
	Contaminations virales (15).	
	Sur l'assurance professionnelle	16
	Sur l'indemnisation de l'aléa	16
	Sur le règlement non judiciaire des conflits	17
	Sur l'information	17
	Renforcement des droits à l'information (17). Droit à l'ignorance (18).	
	Sur les conséquences de l'arrêt Perruche au cours du temps	18
	Sur les droits des malades	19
5	Comment définir le lien de causalité entre la faute et le dommage ?	20
	Critères pour définir l'imputabilité.	20

	Théories pour établir la causalité	21
	Causalité adéquate (21). Équivalence des conditions (21).	
	Présomption d'imputabilité	21
6	Que faire en cas de conflit avec un patient ?	23
	Patient revendicateur face aux soins donnés	23
	Prévention du conflit (23). Marche à suivre en cas de contestation (23).	
	Grands principes à respecter (24).	
	Patient devenant agressif	25
7	Que ne pas faire en cas de conflit avec un patient ?	26
8	Existe-t-il des voies non judiciaires de règlement des conflits ?	27
	Médiation – Conciliation	27
	Arbitrage	28
	Transaction	28
9	Faut-il souscrire une assurance professionnelle ?	30
10	En quoi le droit médical britannique diffère-t-il du droit médical français ?	32
11	Le droit médical américain est-il si différent du droit français ?	34

II Éthique

12	Que comportent les notions d'éthique et de déontologie du médecin ?	38
	Principales orientations du Code de déontologie médicale	38
	Articles fondamentaux du Code de déontologie médicale	38
13	Que comportent les notions d'éthique et de déontologie du médecin expert ?	40
	Code de déontologie médicale	40
	Code pénal	41
	Code de procédure pénale	41
14	Quelle est la différence entre morale, éthique et déontologie ?	42
15	Que comportent les notions de base relatives à la bioéthique ?	43
16	Comment intervient la bioéthique dans le début de vie ? . . .	45
	Assistance médicale à la procréation (AMP)	45
	Diagnostic prénatal (DPN) et conseil génétique	45
	Clonage humain	45
	Maternité de substitution	46

17	Comment intervient la bioéthique dans la fin de vie ?	47
	Euthanasie (« bonne mort »...)	47
	Loi Léonetti	47
18	Jusqu'où la permanence des soins est-elle une obligation ?	49

III Refus de soin

19	Refus de soins de la part du médecin : qu'est-ce que la clause de conscience ?	52
20	Refus de soin de la part du patient : quelle attitude devons-nous avoir ?	53
	Le contrat	53
	Qualité des rapports entre le médecin et le patient	53
	Dans les situations d'urgence	54
	Pouvoir prouver la délivrance de l'information	54
	Jurisprudence	54
	Arrêt du Conseil d'État du 18 mars 1994 (54). Arrêt n° 249552 de la Cour de cassation du 16 août 2002 (55).	
	« Signature de pancarte »	55
21	Comment se séparer d'un patient importun ?	57

IV Secret médical

22	Que concerne le secret médical ?	61
	Champ d'application	61
	Définition jurisprudentielle	61
	Conséquences	62
	Limites et étendue du secret médical	62
	Jurisprudence : cas de violation du secret médical	63
	Personnes concernées par le secret médical	63
	Jurisprudence particulière	64
23	Quelles sont les possibilités et obligations de transgression du secret médical ?	65
	Principe du secret médical	65
	Déroations au secret médical	65
24	Le secret médical existe-t-il entre médecin traitant et médecin du travail ?	69
25	Le secret médical existe-t-il en expertise ?	71
	Oui et non	71
	Non-communication du dossier : règles et conséquences	71
	Une situation difficile (71). En tirer une ligne de conduite (71).	
	Trois autres décisions judiciaires (72). En matière de synthèse (72).	

26	Le secret médical existe-t-il face à la famille et face aux héritiers du patient vivant/patient décédé ?	74
	Concernant le patient vivant	74
	En cas de décès	74
	Théorie (74). Pratique (74).	
27	Doit-on respecter la demande de secret du mineur à l'égard de ses parents ?	76
28	Doit-on contacter les parents d'une mineure désirant faire pratiquer une IVG ?	77
29	Le médecin traitant peut-il opposer le secret au médecin expert ?	78
30	Une assurance peut-elle exiger du médecin traitant la communication d'un dossier médical ?	80
	Partage des informations ou respect du secret?	80
	Une solution s'impose	80
31	Le secret est-il aussi strict en matière de VIH que dans les autres domaines médicaux ?	82
32	Peut-on lever le secret médical à la demande du patient ?	84
33	La notion de secret médical doit-elle être appliquée avec la même rigueur face un détenu ?	86
34	Peut-on remettre un certificat médical au conjoint d'un patient ?	88
35	Est-il licite d'adresser un renouvellement de traitement sur demande téléphonique ?	89
36	Le secret médical empêche-t-il de dénoncer des sévices dont on a connaissance dans le cadre de l'exercice professionnel ?	90
37	Peut-on fournir des renseignements médicaux à un centre de Sécurité sociale ?	91
38	Quels sont les quatre aspects du secret médical en expertise ?	92
	L'expert est tenu au secret	92
	Le secret n'est pas opposable à l'expert	92
	Le secret n'est pas opposable aux parties	92
	Le secret n'est pas opposable au magistrat	93
39	Comment archiver ses dossiers dans le respect du secret médical ?	94

V Dossier médical dans le cadre contentieux

40	Quelles sont les obligations de communication du dossier médical ?	96
41	Comment gérer le dossier médical en cas de conflit ?	97
	Qui a accès au dossier médical ?	97
	À qui appartient le dossier ?	97
42	Qu'est-ce que la personne de confiance ?	99
	Principe	99
	Limites	99
	Missions de la personne de confiance	99
43	Un dossier médical peut-il être saisi ?	101
44	Quelles sont les compétences respectives du chef de service et du directeur d'hôpital ?	103

VI Responsabilités et fautes

45	Qu'est-ce que la responsabilité civile ?	109
	Cadre général	109
	Quelle obligation pour le médecin ?	109
46	De quoi se compose la responsabilité civile du médecin ? ...	112
47	Qu'est-ce que la responsabilité pénale ?	115
48	Comment se déroule une procédure pénale ?	118
	Modes de dépôt de plainte	118
	Secret médical	118
	Déposition	118
	Garde à vue	119
	Intervention du procureur et du juge d'instruction	119
	Mise en examen	119
	Expertise médicale	120
	Audience	120
49	Pourquoi les actions pénales suscitent-elles tant l'intérêt de nos patients ?	121
	Action disciplinaire	121
	Action administrative	121
	Action civile	121
	Action pénale	121
50	Le délit de la mise en danger d'autrui est-il applicable à l'exercice médical ?	124
51	Quels sont les quatre grands principes du droit pénal applicables à la responsabilité médicale ?	126
	Principe de la légalité des délits et des peines	126

	La loi pénale est d'interprétation stricte	126
	Premier dossier (127). Deuxième dossier (128).	
	Nul n'est responsable pénalement que de son propre fait	129
	Autorisation de la loi : tout acte médical et en tous cas chirurgical est une agression volontaire	129
52	Faut-il dépenaliser la responsabilité médicale ?	130
	Le cauchemar du pénal	130
	L'impact sociétal	130
	Des pistes raisonnables	131
53	Que devient une action pénale en cas de retrait de plainte ?	132
54	Quel est le déroulement de la « mise en cause pénale » ?	133
	Plainte et enquête préliminaire	133
	Convocation devant un OPJ (Officier de police judiciaire)	133
	Secret professionnel	134
	Garde à vue, classement sans suite, saisine du juge d'instruction	134
55	Un diplôme de docteur en médecine autorise-t-il la pratique de tout acte médical ?	136
56	Qu'est-ce que la responsabilité administrative ?	137
57	Qu'est-ce que la responsabilité disciplinaire ?	140
58	Quelles sont les particularités de la procédure disciplinaire à l'encontre d'un médecin hospitalier ?	141
	Une règle de procédure étonnante	141
59	Quelle est la différence entre responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle ?	144
60	Quelle est la valeur juridique des recommandations des sociétés savantes ?	146
61	Quelle est la responsabilité du médecin en cas d'urgence médicale lors d'un vol commercial ?	148
	Principe pénal de la non-assistance	148
	Principe de responsabilité civile	148
62	Qu'est-ce qu'une « faute d'humanisme » ?	150
63	Qu'est-ce que la « faute de la victime » ?	152
64	Qu'est-ce qu'une « faute détachable » ?	154
65	Qu'est-ce qu'une faute technique ?	156
66	Qu'est-ce qu'une faute présumée ?	157
67	La faute lourde existe-t-elle toujours ?	159
	Au début était la faute lourde	159
	Abandon du principe	159

68	Le droit administratif est-il protecteur vis-à-vis du médecin hospitalier ?	161
69	Quelle est la différence entre aléa, erreur, faute et maladresse ?	162
	Définitions	162
	L'arrêt fondateur de la notion d'aléa	162
	Jurisprudence	164
	Maladresse	164
	En pratique	165
70	Qu'est-ce que le principe de précaution ?	167
71	Qu'est-ce que la non-assistance ?	168
72	Qu'est-ce que l'obligation de moyens ?	170
	Principe	170
	Extension du principe	170
	Jurisprudence	171
	En pratique	171
73	Qu'est-ce que l'obligation de résultat ?	173
74	Que comporte l'obligation de sécurité ?	175
75	Sommes-nous tenus à une obligation de moyens ou une obligation de résultats ?	177
	Principe	177
	Réalité	177
	Jurisprudence	178
76	Quelle est la responsabilité du médecin du travail ?	180
	Au plan civil	180
	Au plan pénal	181
	Au plan disciplinaire	181
77	Qu'est-ce que la responsabilité contractuelle du médecin ?	182
78	Quels sont les principaux griefs retenus en matière civile ou administrative ?	183
79	Quels sont les principaux griefs retenus en matière pénale ?	185
80	Quels sont les principaux griefs retenus en matière disciplinaire ?	188
81	Qu'est-ce que la responsabilité du fait des choses ?	190
82	Est-ce une faute professionnelle que de ne pas suivre de formation professionnelle continue ?	192

83	Y a-t-il des spécificités dans la responsabilité du chirurgien esthétique ?	193
84	Quel est le risque chiffré de mise en cause judiciaire de notre activité ?	195
85	Que devons-nous afficher en salle d'attente ?	198
86	Que devons-nous (pouvons-nous) indiquer sur notre plaque ?	200
87	Que doit mentionner une ordonnance ?	201
88	La prescription hors AMM est-elle autorisée ?	202
89	En cas d'erreur dans la rédaction de l'ordonnance, qui est responsable, médecin ou pharmacien ?	205
90	Peut-on refuser d'être le médecin « référent » ?	207
91	Comment rédiger un certificat de non-contre-indication au sport ?	209
92	Peut-on rédiger un certificat sans examiner un malade ?	211
93	Comment rédiger un certificat de décès ?	212
94	Qu'entend-on par « responsabilité conjointe de l'établissement » ?	213
	Contexte	213
	Procédure initiale	213
	Pourvoi	213
	Quelques commentaires sur cet arrêt fondamental	214
95	En cas de chute d'une table d'examen, la responsabilité du médecin est-elle engagée ?	216
96	En cas de rupture du divan d'examen sous le poids du patient, la responsabilité du médecin est-elle engagée ? ..	217
97	Quelle est la responsabilité du médecin salarié d'une clinique ?	219
98	La responsabilité du médecin autorisant la conduite automobile d'un patient peut-elle être engagée ? ..	220
99	Comment rédiger une attestation pour un patient dans un climat judiciaire ?	223
100	Qu'est-ce que la responsabilité sans faute ?	225

101	Quelle est la responsabilité du laboratoire pharmaceutique en cas d'accident grave survenant du fait du produit ?	226
102	Peut-on être poursuivi devant plusieurs juridictions pour un même dossier ?	228
103	Que risque le médecin plagiaire ?	229
	Définition	229
	Risque déontologique	229
	Risque pénal	229
	Risque « communautaire »	230
104	Comment préparer une instance civile ou une instance disciplinaire ?	231
105	Qu'est-ce qu'une infection nosocomiale ?	233
	Définition	233
	Quels problèmes en pratique?	234
106	De quoi se composera la réflexion de l'expert en matière d'infection nosocomiale ?	236
	Existe-t-il une infection ?	236
	L'infection est-elle nosocomiale ?	236
	L'infection était-elle évitable ?	236
	Les mesures de prophylaxie ont-elles été prévues et appliquées ?	236
	La prise en charge de l'infection a-t-elle été satisfaisante ?	237
	Quelle est la part de l'infection dans le dommage ?	237
107	Qu'est-ce que la présomption de responsabilité ?	238
108	Dans quelles conditions peut-on remplacer un confrère ?	241
109	Qu'entend-on par défaut d'organisation du service ?	243
110	Qu'entend-on par « prescription des poursuites » ?	244
	En matière civile	244
	En matière administrative	245
	En matière disciplinaire	245
	En matière pénale	245
111	Quelles sont les possibilités de poursuites offertes à un plaignant ?	246
	Responsabilité disciplinaire	246
	Responsabilités civile et administrative	246
	Responsabilité pénale	246
112	De quels recours dispose le médecin injustement poursuivi ?	248
113	Quand doit-on contacter un avocat ?	250

114	Que concerne un litige avec la Sécurité sociale dans le domaine de la cotation des actes ?	252
115	Quelles sont les contraintes et les obligations sanitaires en matière de déchets médicaux ?	254
116	Quel est l'avenir professionnel du médecin condamné ?	256
	En cas de condamnation disciplinaire	256
	En cas de condamnation civile	256
	En cas de condamnation de l'hôpital par le juge administratif	257
	En cas de condamnation pénale	257
117	Quelles sont les raisons médicales et les motivations juridiques de la mise en cause de la responsabilité médicale ?	258
118	Doit-on déférer à une réquisition judiciaire ?	263
119	Doit-on déférer à la convocation d'un magistrat ?	265
120	Quelles sont les situations dans lesquelles le médecin peut être confronté à la justice ?	266
121	Le médecin peut-il témoigner librement devant la justice ? ...	267

VII Expertise

122	Qu'est-ce qu'un expert judiciaire ?	271
	Critères	271
	Formation de l'expert	272
	Éthique de l'expert	272
123	Qu'est-ce qu'un médecin de recours ?	274
124	Quel est le rôle du médecin conseil d'assurance lors d'une expertise ?	276
125	Comment se déroule une expertise judiciaire en matière civile ?	277
126	Comment se déroule une expertise devant les CRCI ?	279
127	Pourquoi peut-il être nécessaire de récuser un expert ?	281
128	Qui assiste à une expertise ?	283
129	Qu'est-ce qu'une contre-expertise ?	284
130	Qui peut demander une contre-expertise ?	286
131	Peut-on contacter l'expert si on le connaît bien dans un dossier où notre responsabilité est recherchée ?	287

132	Qu'appelle-t-on « règle du contradictoire » ?	288
133	Quelle est la responsabilité du médecin expert ?	290
	Au plan procédural	290
	Au plan technique	290
	Au plan déontologique	290
	Sanctions encourues	291
	Cadre légal de l'action de l'expert	291
	Code de déontologie médicale (291). Code pénal (291).	
134	Qu'appelle-t-on « triade de la responsabilité » ?	293
135	Le magistrat est-il tenu par les conclusions de l'expert ?	294
136	Qu'est-ce que l'expert attend du juge ?	296
137	Qu'est-ce que le juge attend de l'expert ?	297
138	À quelles questions devra répondre l'expert désigné par un magistrat ?	298
	Intendance	298
	Approche de base	298
	Évaluation critique de la qualité des soins et détermination des dommages	298
	Imputabilité	298
	Évaluation médico-légale du préjudice	299
139	En quoi la loi du 5 mars 2007 modifie-t-elle le travail de l'expert judiciaire dans des instances pénales ?	300
	Disparition du juge unique	300
	Possibilité pour le procureur et les parties d'intervenir sur la mission et la désignation de l'expert	300
	« Rapport intermédiaire » ou « rapport d'étape »	301
	Interrogation de l'expert	301
140	Le médecin de compagnie d'assurance peut-il être inscrit sur une liste de médecins experts près une juridiction ?	303

VIII Information et consentement

141	Qu'est-ce que le consentement ?	306
	Consentement du mineur	306
	Consentement de l'incapable majeur	306
	Consentement et inconscience	306
	Consentement et recherche biomédicale	307
142	Comment définir la perte de chance ?	308
	Affaire Perruche : archétype de la perte de chance	308
	Quelle indemnisation ?	309
	Jurisprudence	309
	Perte de chance : une fraction seulement du préjudice	310

143	Que doit comporter l'information faite au patient ?	312
	Règle.	312
	La jurisprudence étaye le principe	312
	L'information dans tous les domaines	314
144	Doit-on tout dire au patient ?	315
145	Quel consentement aux soins doit-on obtenir pour un mineur dont les parents sont divorcés ?	316
	Si l'un des parents s'est vu retirer l'autorité parentale	316
	Si les deux parents ont conservé l'autorité parentale conjointe	316
146	Quelle preuve pour quelle information ?	318
147	Quelle est la responsabilité du médecin qui ne recueille pas le consentement d'un mineur ?	321
148	Quelle est la responsabilité du médecin en cas d'acte médical sans consentement ou contraire à la volonté du patient ?	322
149	Qui est l'interlocuteur du médecin concernant un mineur ?	323
150	Qui est l'interlocuteur du médecin concernant un incapable majeur ?	324
	Patient sous sauvegarde de justice.	324
	Patient sous curatelle.	324
	Patient sous tutelle	324
151	La preuve de l'information a-t-elle toujours été à la charge du médecin ?	325

IX Indemnisation

152	Quel est le rôle de la Commission nationale des accidents médicaux ?	328
153	Que sont l'ONIAM et les CRCI ?	330
	ONIAM	330
	CNAM	330
	CRCI	331
	Quelques chiffres sur les dossiers traités.	332
154	Quelle est l'activité des CRCI dans la gestion des conflits ?	333
	Qui sont les experts CRCI ?	333
	Caractéristiques des saisines de la CRCI	334
155	Qu'est-ce que la nomenclature Dintilhac ?	337
	Préjudice temporaire (avant consolidation)	337
	Préjudices patrimoniaux (336). Préjudices extrapatrimoniaux (336).	
	Préjudices permanents (après consolidation)	338
	Préjudices patrimoniaux (337). Préjudices extrapatrimoniaux (338).	

156	Quel est le fonctionnement des CRCI ?	341
157	Comment évaluer le dommage subi par une victime ?	342
158	Quelles sont les nouvelles modalités de l'indemnisation ?	344
	La faute est établie	344
	La faute n'est pas établie	344
	Situation particulière	345
159	Qu'est-ce que la réparation intégrale en matière administrative ?	346
160	Comment protéger nos héritiers des conséquences de nos fautes professionnelles ?	348

Annexes

1	Serment d'hippocrate	356
2	Code de déontologie médicale	357
3	Principaux articles du Code pénal en matière de responsabilité médicale	360
4	Principaux articles du Code civil en matière de responsabilité médicale	363
5	Quelques arrêts marquants et/ou fondateurs de l'actuelle jurisprudence	364
6	Personne de confiance	371
7	Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés	373
8	L'obligation d'informer le patient, expliquée aux médecins ...	376
	Lexique	383
	Index analytique	390
	Index alphabétique	391